

**EXHIBIT A**  
**(Part 2 of 2)**

## **EXHIBIT C**

REPERTOIRE N° 1151 /  
DU 28 NOVEMBRE 2004.

# AU NOM DU PEUPLE CONGOLAIS

R'DONNANCE -

\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*

## APP A I R E :

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTERES DES HYDROCARBURES, Département du  
KOUILOU (Me MISSIE)

## C O N T R E :

CMS NOMEKO INC CONGO

OBJET : REFERE D'REURE A HEURE DE

L'AN DEUX MIL QUATRE ;

ET, LE VINGT HUIT DU MOIS DE DECEMBRE ;

PAR DEVANT NOUS, Norbert ELENGA, Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, tenant audience publique des référés en notre Cabinet sis au Palais de Justice de cette ville ;

## A C Q M P A E U

Le République du Congo, Ministère des Hydrocarbures agissant aux diligences demon représentant légal ;

Qu'elle a été saisie par les créanciers américains de l'Etat Congolais, la société NOMEKO qui devait lui livrer une cargaison de 550.000 barils de pétrole, refuse de s'exécuter au motif que cette cargaison fait l'objet d'une saisie suivant la décision du Tribunal de l'Etat de Texa du 17 Septembre 2004, rendant possible la saisie attributive de la dite cargaison ;

Or une décision de justice rendue par une juridiction étrangère, même en présence de la renonciation par le débiteur de son immunité de juridiction et d'exécution ne peut pas s'exécuter de plein droit en territoire étranger qu'elle doit, pour recevoir exécution, être soumise à la procédure d'exequaturée telle que prévue par l'article 299 du code de procédure civile, commerciale administrative et financière selon lequel : "Sauf conventions diplomatiques contraires, les jugements rendus par les tribunaux étrangers et les actes par les officiers publics ou ministériels étrangers ne sont susceptibles d'exécution sur le territoire congolais qu'après avoir été déclarés exécutoires par une juridiction congolais qui aurais été compétente "ratione materiae" pour en connaître :

Ou'en l'espèce et sans qu'il soit nécessaire de débattre du bien fondé ou non de l'action en saisie des créanciers d'origine américaine, il y a lieu de relever que la décision sur laquelle se fonde la société NOMEKO n'a jamais été exequaturée et, pire, les tribunaux congolais ne sont pas encore saisis d'une demande en ce sens ;

Qu'il concient donc, la question de l'enlèvement de la cargaison detenue par NOMEKO étant urgente et comportant un péril certain, d'ordonner sur minute que la NOMEKO livre à tout opérateur que lui désignera la SNPC ladite cargaison ; ....



SUR QUOI, NOUS JUGE DES RÉFÉRES

Attendu qu'il résulte de l'examen des pièces du dossier que la société NOMECC a fait application d'un jugement américain rendu dans l'Etat du Texas en date du 17 Septembre 2004 à l'encontre de l'Etat Congolais ;

Attendu que ledit jugement n'a jamais été exécuturé par les juridictions congolaises ;

que dans ces conditions, ledit jugement ne satisfait aux dispositions légales notamment l'article 299 du code de procédure civile, commerciale, administrative et financière Congolais qui dispose que "sauf conventions diplomatiques contraires, les jugements rendus par les Tribunaux étrangers et les actes reçus par les officiers publics ou ministériels étrangers ne sont susceptibles d'exécution sur le territoire congolais qu'après avoir été déclarés exécutoires par une juridiction congolaise qui aurait été compétente "ratione materiae" pour en connaître ;

Attendu dès lors que la requête de l'Etat Congolais est donc régulière et recevable en outre de l'article 207 du code de Procédure civile, commerciale, administrative et financière ;

Attendu au fond qu'elle est fondée ;

Qu'il y a lieu d'y faire droit ;

Qu'il échet d'ordonner à la société NOMECC à livrer sans délai à tout opérateur que lui désignera la SNPC toutes les quantités d'hydrocarbures lui appartenant et detenues par elle en vertu de leur contrat de partenariat ;

Attendu que la société NOMECC régulièrement convoquée a comparu par le biais du représentant du Directeur Général, Monsieur Benoît DE LA FOUCARDIERE, Directeur des opérations ;

Qu'il y a lieu de lui donner acte ;

Attendu que la société NOMECC a succombé au procès ;

Qu'il y a lieu de mettre les dépens à sa charge conformément à l'article 57 du code de procédure civile, commerciale administrative et financière ;

P A R   C E S   M O T I F S

Statuant publiquement, contradictoirement, en référé en matière civile, en premier ressort ;

A U   P R I N C I P A L

Renvoyons les parties à mieux se pourvoir ainsi qu'elles en avisent ;

M A I S D E S A P R E S E N T, V U L'U R G E N C E E T P A R P R O V I S I O N

Constatons que le jugement du 17 Septembre 2004 n'est pas été encore exécuturé par les juridictions congolaises ;

Constatons que ledit jugement n'a jamais été signifié à l'Etat Congolais ;

.../...



Copy certifiée conforme  
à l'original par  
Maitre Joachim MITOLA  
Notaire de la Communauté Française  
B.P. 1384 Tél: 84-85-28

EN CONSÉQUENCE ;

Ordonnons à la société NOMEKO de livrer sans délai  
tout opérateur que lui désignera la SHPC, toutes les quantités  
d'hydrocarbures lui appartenant et détenue par elle en vertu de leur  
contrat de partenariat ;

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente ordon-  
nance nonobstant toutes voies de recours ;

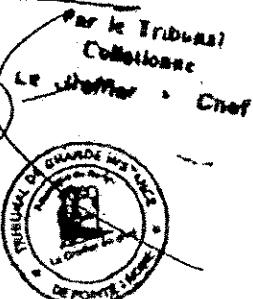
Mettons les dépens à la charge de la Société NOMEKO  
Et, avons signé notre Ordonnance avec le Greffier./-

Avant son expédition les initiatifs  
du Procureur et du Greffier  
Sont le Ministère d'Empêchement  
Exigéant à POINTE NOIRE le 28 Décembre 2000  
Pour expédition certifiée conforme  
POINTE NOIRE le 28 Décembre 2000

3 - Greffier en Chef

En conséquence : la République du Congo  
mande et ordonne à tous titulaires sur ce  
rapport de faire ledit jugement & exécution  
par Procureur Général et ses Procureurs  
de la République Prés les Cours et Tribunaux  
de Grande instance d'y tenir le mardi à 10h  
Commandants et officiers de la force publique  
de prêter main forte lorsque de un certain  
moment

Le fait de quoi la présente expédition  
a été signée et scellée par Monsieur le  
Greffier en chef du tribunal de Grande  
instance de POINTE NOIRE et par le  
Greffier sous forme de grosse



Me R. Koud-OKOUO  
Greffier en Chef

## Certification of Translation

ATA Certified  
Steven Sachis

This is to certify that the following document:

Court Order in the matter of Republic of the Congo v. CMS-NOMEKO INC. CONGO.

is an accurate and true translation prepared by the undersigned from French into English.  
I am a translator certified by the American Translators Association for translation from French  
into English.

111  
Steven Sachis  
1312 Harbor Road  
Annapolis, MD 21403

E-mail: steven@stevensachis.com  
Ph: (301) 261-1016  
Fax: (309) 461-9020

1-10-01  
Date

Subscribed and sworn before me on this 10<sup>th</sup> day of January of 2005

CIVIL PRACTITIONER  
NOTARY PUBLIC  
STATE OF MARYLAND  
My Commission Expires 9/8/2008

Jeffrey Blum  
NOTARY PUBLIC

MY COMMISSION EXPIRES 9/8/2008

## EXECUTION COPY

### REPUBLIC OF THE CONGO ON BEHALF OF THE CONGOLESE PEOPLE

REGISTER No. 1131 /  
OF DECEMBER 28, 2004

### O R D E R

#### IN THE MATTER OF:

THE REPUBLIC OF THE CONGO

MINISTRY OF HYDROCARBONS, Department of  
Kouilou (Mr. Messie, Attorney)

#### VERSUS:

CMS NOMEKO INC. CONGO

#### SUBJECT: IMMEDIATE SUMMONS

[stamp: EXECUTION COPY  
Certified True Copy  
Joachim Mitolo, Attorney at Law  
B.P. 1384 [Tel. 94 83 28]

[stamp: EXECUTION COPY  
Certified True Copy  
Joachim Mitolo, Attorney at Law  
B.P. [Tel. 94 83 28] [signature]

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOUR:

AND ON THE TWENTY-EIGHTH DAY OF THE MONTH OF DECEMBER;

BEFORE US, Norbert Elanga, Presiding Judge of the Pointe-Noire Court of First Instance, holding an urgent public hearing in our Chambers in the Courthouse of said city;

#### THE FOLLOWING APPEARED

The Republic of the Congo, Ministry of Hydrocarbons, filing through its legal representative;

Whereas it has been garnished by the American obligees of the Congolese State, NOMEKO, which was to deliver to it a cargo of 550,000 barrels of oil, and refuses to do so on the grounds that said cargo has been garnished based on the decision of the Court of the State of Texas of September 17, 2004, making possible the garnishment of said cargo;

[stamp: EXECUTION COPY

[illegible signature]

Certified True Copy

Joachim Mitolo, Attorney at Law

B.P. 1384 [Tel. 94 83 28] [signature]

[seal: POINTE-NOIRE COURT OF FIRST INSTANCE]

Yet a court decision handed down by a foreign jurisdiction, even when the obligor renounced its immunity from jurisdiction and execution, cannot be automatically executed abroad and that, to be executed, it is necessarily subject to an execution procedure as stipulated by Article 299 of the Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure, according to which: "Unless there are diplomatic conventions that stipulate otherwise, judgments handed down by foreign courts and official instruments by foreign public or ministerial officers may not be executed in the Congo until they have been declared enforceable by a Congolese jurisdiction that has *ratione materiae* jurisdiction to take cognizance thereof;"

That in this case and with no necessity of debating the merits or the lack thereof of the action to garnish by the U.S. obligees, there is reason to find that the decision that NOMEKO is using as a basis has never been executed. Worse, the Congolese courts have not yet received an application for authority to enforce this judgment;

That therefore, the matter of removing the cargo in the possession of NOMEKO is urgent and entails a certain peril, so that it should be made enforceable immediately that NOMEKO delivers said cargo to any operator that the SNPC [Société nationale des pétroles du Congo – Congo National Petroleum Company] may designate;

**BASED UPON WHICH, WE, THE JUDGE FOR URGENT MATTERS**

Whereas the examination of the exhibits in the file shows that NOMEKO has applied a U.S. judgment handed down in the State of Texas on September 17, 2004 against the Congolese State;

Whereas said judgment has never been executed by the Congolese jurisdictions;

That under these conditions, said judgment does not satisfy the statutory provisions of Article 299 in particular of the Congolese Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure, which stipulates that "unless there are diplomatic conventions that stipulate otherwise, the judgments handed down by foreign courts and instruments received by foreign public or ministerial officers may not be executed in the Congo until they have been declared enforceable by a Congolese jurisdiction that was given *ratione materiae* jurisdiction to take cognizance of the matter;

Whereas since the application of the Congolese State is thus in order and admissible under Article 207 of the Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure;

Whereas it has merit in terms of the substance;

[stamp: EXECUTION COPY] [illegible signature]

Certified True Copy

Joachim Mitolo, Attorney at Law  
B.P. 1384 [Tel. 94 83 28] [signature]

[seal: POINTE-NOIRE COURT OF FIRST INSTANCE]

That there is reason to accept it;

That NOMEKO is ordered to deliver without delay to any operator that the SNPC designates all quantities of hydrocarbons that belong to it and that are in NOMEKO's possession pursuant to their partnership contract;

Whereas NOMEKO, duly convened, has appeared through the representative of the Director General, Mr. Benoît de la Fouchardière, Operations Manager;

It is to be officially recorded;

Whereas NOMEKO has lost the case;

That there is reason to hold NOMEKO responsible for the costs in accordance with Article 57 of the Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure;

NOW THEREFORE

Ruling in public based on the arguments of both parties on an urgent basis in a civil matter in the first instance;

ON THE MERITS

We refer the parties to enter an appeal as they shall advise;

BUT AT THIS TIME, GIVEN THE URGENCY AND BY WAY OF ADVANCE

We find that the judgment of September 17, 2004 No. has not yet been confirmed by the Congolese jurisdictions;

We find that said judgment has never been served upon the Congolese State;

CONSEQUENTLY:

We order NOMEKO to deliver without delay to any operator that the SNPC designates all quantities of hydrocarbons that belong to it and in NOMEKO's possession pursuant to their partnership contract;

We order the immediate execution of this order notwithstanding any appeals;

The costs shall be paid by NOMEKO.

[stamp: EXECUTION COPY]

[illegible signature]

Certified True Copy

Joachim Mitolo, Attorney at Law  
B.P. 1384 [Tel. 94 83 28] [signature]

[seal: POINTE-NOIRE COURT OF FIRST INSTANCE]

And, we have signed this Order with the Registrar.

The signatures of the Presiding Judge and the Registrar follow.

The recording follows.

Recorded in Pointe-Noire on December 28, 2004

Certified true execution copy, checked against the original  
Pointe-Noire, December 28, 2004  
Chief Registrar

In consequence thereof: the Republic of the Congo orders its registrars, based upon this application, to execute said judgment with the Attorneys General and Prosecuting Attorneys of the Appeals Courts and Courts of First Instance to assist all commanders and law enforcement agencies to lend a hand when they are required by law to do so.

In witness whereof, this execution copy has been signed and sealed by the Head Registrar of the Pointe-Noire Court of First Instance and delivered by him in the form of an execution copy.

[signed]

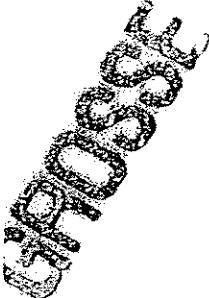
By the Court  
Document Checked against the Original  
The Head Registrar

R. Koud-Okouo, Attorney  
Head Registrar

## **EXHIBIT D**

REC. CIVIL N°546  
ANNÉE 2005

DÉPARTEMENT N°377  
DU 04-07-2005



LE GOUVERNEMENT  
AU NOM DU PEUPLE CONGOLAIS  
Et le quatre du mois de juillet;

Par devant nous, Norbert ELENGA, Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, tenant audience publique des référés en notre Cabinet sis au Palais de Justice de cette ville;

Assisté de Maître Marc EPIKI, Greffier en Chef des Chambres Civiles et du Tribunal;

(Vu la requête en date à Pointe-Noire du 02 Juillet 2005 de la République du Congo, Ministère des Hydrocarbures, ayant pour conseils, Maîtres Irène Jeanne OKOKO, Hervé OBONGUI NGUIE et Nadia MACOSSO, Avocats à la Cour B.P.5797 Pointe-Noire;

Attendu qu'elle expose à l'appui de sa requête que ce prévalent de ce qu'elles ont été saisies par la société AF CAP (titulaire d'une concession sur la République du Congo suivant une décision de la Cour Suprême de l'Etat de New York du 9 mai 2000) par les décisions des 4 et 22 Février 2005 de la Cour du District de l'Ouest du Texas, Division Austin, Etats-Unis d'Amérique, les sociétés CMS Mexico Inc, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited entendant ne pas permettre l'enlèvement des parts de pétrole brut correspondant aux redevances fiscales dues à la République du Congo au titre de la convention pour la production d'hydrocarbures du 25 mai 1979;

Que les jugements des 4 et 22 Février 2005 prévoient le contrôle de la Cour sur les redevances fiscales, le versement des redevances fiscales en numéraire au greffe de la Cour en faveur de AF CAP en règlement de la créance de celle-ci sur la République du Congo ainsi que toute autre supplémentaire que la Cour ordonnera. Ces décisions interdisent également la République du Congo si toute personne ayant connaissance de ces décisions de transférer, dissimuler ou de disposer des intérêts de la République du Congo;

Tels que ces décisions ne pourraient être exécutées en République du Congo;

Cela effet, une décision de justice rendue par une juridiction étrangère, dans un pays où la République du Congo n'a pas d'immunité de juridiction et d'exécution ne peut pas s'exercer en plein droit en territoire étranger qu'elle soit pour recouvrir une créance contractuelle ou le procédé d'exequatur telles que prévues par l'article 50 de l'Acte Uniforme Civil, Commercial, Administratif et Financier selon lesquelles les conventions diplomatiques contraires les jugements rendus par les tribunaux étrangers ne sont susceptibles d'exécution sur le territoire congolais que si elles auraient été édictées exécutoires par une juridiction congolaise qui aurait été compétente et autorisée pour en connaître;

Qu'en l'occurrence, les décisions américaines des 4 et 22 Février 2005 n'ont pas été notifiées à la République du Congo et que ni la société AF CAP, prétendue créancière de la République du Congo, ni les sociétés CMS Mexico Inc, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited, tiers seules, n'ont formulé devant les Tribunaux Congolais une demande d'exequatur des mêmes décisions américaines;

Que l'article 50 de l'Acte Uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose que les biens déclarés insaisissables par la loi nationale de chaque Etat Partie ne sont pas susceptibles de saisie alors même qu'ils seraient détenus par des tiers;

Que la saisie ordonnée par la juridiction américaine est contraire à l'ordre Public international et à la souveraineté de la République du Congo en ce qu'elle vise des redevances fiscales, par nature insaisissables, et porte atteinte à la République du Congo dans l'exercice de sa souveraineté fiscale;

EXHIBIT F

Qu'ainsi, il sied, la question de livraison des parts de pétrole brut de

-2-

la République du Congo détenues par les sociétés CMS NOMEKO INC, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited étant urgentes et comportant un caractère certain, d'ordonner sur minette que ces sociétés livrent à tout opérateur désigné par la République du Congo lundites parts de pétrole brut;

Qu'en conséquence de ce qui précéda, la République du Congo sollicite, par présent de référé d'honneur à heure de constater que les Tribunaux Congolais ne sont saisis d'aucune décision rendue par une juridiction étrangère et portant moins de la reddition minière due à la République du Congo au titre de la convention du 25 Mai 1979, -dire que les décisions de la Cour du District de l'Ouest du Texas daté 4 et 22 Février 2005 ou qu'une décision d'une juridiction étrangère ne peut s'exécuter sur le territoire congolais sans avoir préalablement fait l'objet de la procédure d'exequatur devant les cours et tribunaux congolais, constater que les décisions des 4 et 22 Février 2005 sont contraires à l'ordre public et ne pourraient être exécutées ex-situœurs par une juridiction congolaise, -ordonner aux sociétés CMS NOMEKO, Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited de livrer à tout opérateur désigné par la République du Congo les parts de pétrole brut lui révement conformément aux dispositions de la convention du 25 Mai 1979 et de la législation en vigueur, -ordonner l'exécution du droit de la décision à antérieur nonobstant toutes voies de recours, -statuer de que de droit sur les dépens;

Attendu que par conclusions en date du 02 Juillet 2005, la Société CMS NOMEKO CONGO INC, ayant pour conseil, Maître SYLVIE NICOLE LOUPIACHE, Avocat à la Cour B.P. 5515 Pointe-Noire, a soutenu ce qui suit;

que un certain nombre de juridictions Américaines ont rendu des décisions prononçant l'immobilisation des parts de pétrole brut relevant à la République du Congo entre les mains de la Société CMS NOMEKO CONGO INC;

que si la Société CMS NOMEKO CONGO INC a introduit des requêtes de non-lieu auprès de plusieurs Cours Américaines au motif que sa livraison des parts de pétrole brut à tout opérateur désigné par la République du Congo serait obligatoire en vertu d'un jugement relatif à l'existence d'une décision contrariait à une juridiction étrangère et que l'une de ces cours a rejeté cette requête, les autres ne s'étant pas prononcées sur le sujet;

qu'enfin, convocation ou fait que la société CMS NOMEKO est une société étrangère et que les procédures en cours sont des procédures Américaines, non devant devant une juridiction Congolaise obligeant la Société CMS NOMEKO à livrer des parts de pétrole brut à tout opérateur désigné par la République du Congo exposerait la Société CMS NOMEKO au risque d'entraîner un dommage substantiel;

Qu'en effet, si tel était le cas, la société CMS NOMEKO devrait contreindre la livraison des parts de pétrole brut à tout opérateur désigné par la République du Congo en conformité avec la décision en Tribunal de Grande Instance pour se soumettre le risque de devoir également effectuer un paiement aux Etats-Unis afin de se conformer à la décision de la Cour Américaine;

que la Société CMS NOMEKO étant manifestement un tiers aux revendications mentionnées ci-dessous n'a, elle ne devrait pas avoir à subir de telles conséquences;

que l'article 299 du Code de Procédure Civile Commerciale Administrative et Financière dispose, "Sauf conventions stipulations contraires les jugements rendus par les tribunaux étrangers et les actes rendus par les officières publiques ou ministérielles étrangères ne sont susceptibles d'exécution sur le territoire Congolais qu'avec avoir été déclarés exécutables par une juridiction Congolaise qui aurait été compétente "régions matrice" pour en connaître";

que il ressort de ce texte que l'exequatur n'est requis que pour les décisions étrangères exécutées sur le territoire Congolais;

que or, les décisions de la Cour de District des Etats-Unis, District de l'Ouest du Texas, ont été rendues, signifiées et exécutées aux Etats-Unis;

que seuls les effets de cette exécution opérée aux Etats-Unis sont renseignés au

3

Congo à travers la société CMS NOMEKO CONGO INC.

Que la République du Congo ne saurait rapporter la preuve d'un quelconque acte d'exécution accompli au Congo par la Société Africaine AF-CAP INC;

Que dans ces conditions, la République du Congo ne peut valablement opposer à sa créancière de respecter la formalité d'extradition comme si elle exécutait ce décret sur le territoire Congolais;

Que la République du Congo soumettant en outre sa demande par l'immunité de saitie dont elle bénéficie de la loi notamment des articles 50 de l'Acte Uniforme CHAD portant Organisation des Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies d'exécution et 77 de la Charte des Entreprises d'Etat;

Que or, il a été rappelé supra que la société CMS HOMECO CONGO INC n'est quentière-  
diteur des parts de pétrole brut qu'elles entre la société Américaine AF-CAP INC  
et la République du Congo, suite aux décisions Américaines en dates respectives du  
04 et 22 Février 2002;

Que le fait pour la Société Ond NOMEKO d'avoir immobilisé ces parts de Pétrole brut suite aux décisions des juridictions Américaines, ne signifie pas que la Société Ond NOMEKO revêt la qualité de malveillant.

Sur la Société CNS NOMEKO ne saurait opiner sur cette question d'immunité de celle qui initie les principales parties au litige, notamment la société Amvico et la CAP INC et la République du Congo.

Quelle collabo-constater que un certain nombre de juridictions Africaines ont rendu des decisions ordonnant l'immobilisation des parts de pétrole britannique à la République du Congo entre les mains de la société GMS NIGERIA. constater que la Société GMS NIGERIA CORPO n'est pas une compagnie des parts de pétrole britannique et que toutes les effets de cette décision sont renvoyée au Royaume-Uni accompagné sur le territoire Congolais.

En conséquence, il n'y avait rien à demander la livraison des parts de Petrogal  
détenues par la République du Congo, conformément à la République du Congo aux  
derniers.

SUR CHOI NESTLE JUSQ DÈS ENSEIGNER

DEFENSE  
Arrondi public résulte de libération des pièces du dossier que les décisions judiciaires unilatérales ayant ordonné la saisie du pétrol brut congolais sont contraires à la législation Congolaise en vigueur.

Attendu en effet que la République du Congo est un état souverain dans une république

Attendu qu'il y a lieu de lui faire application des dispositions de l'Acte Uniforme sur les

Attendu qu'il y a lieu de lui faire application des dispositions de l'article 30 de l'Acte Uniforme sur les Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies d'exécution de l'OMCRA qui dispose que les dispositions relatives à l'encaissement conservatoire ne sont pas applicables aux personnes qui bénéficient de l'exemption de taxation. Toutefois les dettes certaines émises et exigibles des personnes morales en crédit public ou des entreprises publiques qu'elles soient soit la forme et la mission, donnent lieu à compensation avec les dettes également certaines, liquides et exigibles dont quiconque sera tenu envers elles.

Attendront également que les décisions judiciaires américaines dont saisie du pétrole brut Congolais ne sont pas encore exécutées.

Qu'en effet l'article 299 du Code de Procédure Civile, Commerciale, Administrative et Financière(CPCCAF) dispose que "Tous conventions diplomatiques contraires les jugements rendus par les tribunaux étrangers et les actes reçus par les officiers publics ou ministérielles étrangers ne sont susceptibles d'exécution sur le territoire Congolais qu'après avoir été déclarés exécutoires par une juridiction Congolaise".

ce qui aurait été compétente "ratio materiae" pour en connaître;

Attendu en définitive qu'il n'y a donc lieu à opposer à l'Etat Congolais toutes les décisions judiciaires américaines;

Attendu également que l'article 50 de l'Acte Uniforme sur les Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies d'Exécution(UPPERAVE) de l'OMA discorde que les biens déclarés insaisissables par la loi nationale de chaque Etat Partie ne sont pas susceptibles de saisie alors même qu'ils seraient détenus par des tiers;

Or attendu que les redevances pétrolières sont déclarées insaisissables par la loi Congolaise;

Attendu en définitive qu'il sied de dire que la saisie du pétrole brut Congolais ordonnée par les tribunaux américains est contraire à l'ordre public et porte atteinte à la souveraineté de l'Etat Congolais;

Attendu outan regard de tout ce qui précède, il y a lieu de dire que la requête de l'Etat Congolais est donc régulière et recevable;

Attendu en fond que cette requête est fondée; qu'il y a lieu de faire droit à cette requête;

Qu'il s'est donc de constater que les Tribunaux Congolais ne sont pas saisis d'aucune décision rendue par une juridiction américaine et portant saisie de la redevance pétrolière due à la République du Congo au titre de la convention du 25 Mai 1979;

Attendu qu'il y a lieu donc de refuser purement et simplement tous les arguments développés par la Société CMS NOVICO CONGO IRO;

Attendu que la Société CMS NOVICO CONGO IRO a succombé en procès;

qu'il y a lieu de mettre les dépens à sa charge conformément à l'article 27 du CCMPC;

#### PAIX DES MOUTS

Statuant publiquement, contradictoirement, en référé, en matière d'exécution  
et en matière de recours;

Au principal Remoyons les parties à mieux se pourvoir ainsi qu'elles en arriveront;

Nous disons présent vu l'urgence et par provision;

Constatons que les tribunaux Congolais ne sont saisis d'aucune décision rendue par une juridiction américaine et portant saisie de la redevance pétrolière due à la République du Congo au titre de la convention du 25 Mai 1979;

Disons que les décisions judiciaires américaines ou autres jurisdictions étrangères peuvent s'exténdre sur le territoire Congolais pour avoir parfaitement fait l'objet de la procédure d'exécution devant les cours et tribunaux congolais; que les redevances pétrolières Congolaises sont insaisissables selon la loi Congolaise;

Constatons que les décisions judiciaires américaines ayant ordonné la saisie du pétrole brut Congolais sont contraires à l'ordre public et portant atteinte à la souveraineté nationale de la République du Congo;

En conséquence;

Ordonnons aux sociétés CMS NOVICO Nuevo Congo Company et Nuevo Congo Limited de livrer à tout opérateur désigné par la République du Congo les parts de pétrole brut relevant à la République du Congo, conformément aux dispositions de la convention du 25 Mai 1979 et de la législation en vigueur;

\*\*\*

Dépose que la présente Ordonnance sera exécutée en cas de résistance de la  
société CMS NOMEKO, avec l'aide et l'assistance de la force publique.

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente ordonnance nonobstant toutes voies de recours.

Mettons les dépens à la charge de la société CIS KOMECO CORPO INC.

Et avons par ces signes notre Ordinance avec le Greffier, /-

Suivent les signatures (e) illisibles  
du Président et du Greffier  
suit la mention d'enregistrement  
Enregistré à Pointe-Noire le 20  
Pour expédition collationnée  
certifiée conforme à l'original  
établie en ..... Pages.

**POINTE-NOIRE**, le 10. 5. 1911.  
Le Graffier en Chef.

La consécration République du Congo  
n'arrive pas encore à être bousculée par les  
révolts de moins nombreux et plus éloignés  
aux Procurants Généraux et aux Procureurs  
de la République dans les Cour et les  
Grands Instituts n'y tenir la ré-  
sistance et opposer la force  
à l'ordre public et à la sécurité

**Mr R. KOUKOKO**  
Greffier en Chef

**EXECUTION COPY**

**ORDER**

F No. 251

CIVIL LIST No. 546

YEAR: 2005

REGISTER No. 477

OF JULY 4, 2005

**REPUBLIC OF THE CONGO  
ON BEHALF OF THE CONGOLESE PEOPLE**

In the year two thousand five;  
And on the fourth day of July;

Before us, Norbert Elanga, Presiding Judge of the Pointe-Noire Court of First Instance, holding an urgent public hearing in our Chambers in the Courthouse of said city;

With assistance from Marc Etiki, Attorney, Head Registrar of the Civil Sections of said Court;

With reference to the motion dated July 2, 2005 in Pointe-Noire from the Republic of the Congo, Ministry of Hydrocarbons, with Irène Josiane Okoko, Hervé Obongui Nguie and Nadia Macosso as Legal Counsel, Attorneys at Law, B.P. 5137, Pointe-Noire;

Whereas in support of its motion, it stated: whereas AF CAP (which holds a claim against the Republic of the Congo according to a decision of the Supreme Court of the State of New York of May 9, 2000) based on the decisions of February 4 and 22, 2005 of the District Court, Western District of Texas, Austin Division, United States of America, CMS Nomeco Inc., Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited do not intend to allow the removal of the shares of crude oil that correspond to the royalties owed to the Republic of the Congo under the hydrocarbons production agreement of May 25, 1979;

Whereas the decisions of February 4 and 22, 2005 provide for the Court's control over the tax royalties owed to the Republic of the Congo, the payment of said royalties in cash to the Registrar of the Court in favor of AF CAP as payment of AF CAP's claim against the Republic of the Congo and of any additional sum the Court may order. These decisions also prohibit the Republic of the Congo and any person with knowledge of these decisions from conveying, concealing or alienating the Republic of the Congo's interests;

But whereas these decisions could not be executed in the Republic of the Congo;

Whereas, actually, a court decision handed down by a foreign jurisdiction, even when the obligor has renounced its immunity of jurisdiction and execution, cannot be executed *ipso jure* in a foreign country; whereas, to be executed, it must be submitted to the procedure for authorizing execution as provided for by Article 299 of the Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure, according to which: "unless there are diplomatic conventions that stipulate otherwise, decisions handed down by foreign courts and instruments received by foreign public or ministerial officers can be executed in the territory of the Congo only after having been declared enforceable by a Congolese jurisdiction that had *ratione materiae* jurisdiction to take cognizance thereof;"

Whereas in this case, the Republic of the Congo was not notified of the U.S. decisions of February 4 and 22, 2005, and whereas neither AF CAP, alleged obligee of the Republic of the Congo, nor CMS Nomeco Inc., Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited, third parties garnished, filed a motion with the Congolese Courts for the authority to execute the same U.S. decisions;

Whereas Article 50 of the Uniform Act Organizing Simplified Recovery Procedures and Measures of Execution stipulates that property declared not subject to garnishment by the national law of each Contracting State may not be garnished even though it may be held by third parties;

Whereas the garnishment ordered by the U.S. jurisdiction is in conflict with International Public Order and the Republic of the Congo's sovereignty in that it is aimed at tax royalties, by their nature not subject to garnishment, and it interferes with the Republic of the Congo's exercise of its sovereignty in matters of taxation;

Whereas, therefore, since the issue of the delivery of any operator designated by the Republic of the Congo's shares of crude oil held by CMS Nomeco Inc., Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited is urgent and contains a certain peril, it is important to immediately order these companies to deliver said shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo;

Whereas based on the foregoing, the Republic of the Congo is requesting that, by urgent decision, the Court: - find that the Congolese Courts have not received any decision from a U.S. jurisdiction on the garnishment of the mining royalty owed to the Republic of the Congo's under the agreement of May 25, 1979; - find that the decisions of the District Court, Western District of Texas, of February 4 and 22, 2005 or that a decision from a foreign jurisdiction cannot be executed in Congolese territory without first having been the subject of the procedure of authority to execute before the Courts and Tribunals of the Congo; - find that the decisions of February 4 and 22, 2005 conflict with the public order and could not be declared enforceable by a Congolese jurisdiction; - order CMS Nomeco, Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited to deliver the shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo, which is owed those shares in accordance with the provisions of the agreement of May 25, 1979 and the laws in effect; - order the *ipso jure* execution of the decision to be handed down notwithstanding any appeals; - rule on the costs as required by law;

Whereas in briefs dated July 2, 2005, CMS Nomeco Congo Inc., with Sylvie Nicole Mouyecket as Legal Counsel, P.O. Box 5316, Pointe-Noire, reacted as follows:

Whereas a certain number of U.S. jurisdictions have handed down decisions ordering the immobilization of shares of crude oil owed to the Republic of the Congo held by CMS Nomeco Congo Inc;

Whereas CMS Nomeco Congo. Inc. filed motions to have the proceedings terminated with several U.S. courts on the grounds that its delivery of the shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo would be compulsory under Congolese law, notwithstanding the existence of a decision to the contrary from a U.S. jurisdiction, and whereas one of the Courts has dismissed this motion, and the others have not ruled on the subject;

Whereas finally, in view of the fact that CMS Nomeco is a U.S. company, and that the proceedings in progress are U.S. proceedings, a decision from a Congolese jurisdiction requiring CMS Nomeco to deliver shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo would render CMS Nomeco liable to the risk of remitting double payment;

Whereas in fact, if such were the case, CMS Nomeco would be forced to deliver shares of crude oil to any operator designated by the Republic of the Congo in accordance with the decision of the Court of First Instance and would run the risk of also having to remit a payment to the United States to be in compliance with the decision of the U.S. Court;

Whereas CMS Nomeco is obviously a third party to the proceedings mentioned above, it should not have to be subjected to such consequences;

Whereas Article 299 of the Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure provides that: "Unless there are diplomatic conventions that stipulate otherwise, judgments handed down by foreign courts and official instruments by foreign public or ministerial officers may not be executed in the Congo until they have been declared enforceable by a Congolese jurisdiction that has *ratione materiae* jurisdiction to take cognizance thereof;"

Whereas from this code it emerges that authority to execute is required only for decisions of foreign jurisdictions executed in Congolese territory;

Whereas the decisions of the District Court of the United States, Western District of Texas, were handed down, served and executed in the United States;

Whereas only the effects of this execution, carried out in the United States, are felt in the Congo through CMS Nomeco Congo Inc.;

Whereas the Republic of the Congo could not provide evidence of any instrument of execution whatsoever carried out in the Congo by AF-CAP, the U.S. company;

Whereas under these conditions, the Republic of the Congo cannot make valid use of the argument that its obligee observed the procedure for the authority to execute as though it were executing its decision in Congolese Territory;

Whereas the Republic of the Congo further supports its motion by the immunity from garnishment it enjoys under the law, in particular from Article 50 of the OHADA Uniform Act Organizing Simplified Recovery Procedures and Measures of Execution and Article 77 of the Charter of Government Corporations;

Whereas, however, it was noted above that CMS Nomeco Congo Inc. is only "a third party holder" of the shares of crude oil disputed by AF-CAP Inc., the U.S. Company, and the Republic of the Congo, pursuant to the U.S. decisions dated February 4 and 22, 2005, respectively;

Whereas the fact that CMS Nomeco has immobilized these shares of crude oil due to the decisions of the U.S. jurisdictions does not mean that CMS Nomeco Congo Inc. is a party effecting a garnishment;

Whereas CMS Nomeco Congo Inc. could not agree on this issue of immunity of garnishment that involves the main parties to the dispute, mainly AF-CAP Inc., the U.S. company, and the Republic of the Congo;

Whereas it is requesting that the Court: - find that a certain number of U.S. jurisdictions have handed down decisions ordering the immobilization of the shares of crude oil owed to the Republic of the Congo, now held by CMS Nomeco; - find that CMS Nomeco Congo is only a "third party holder" of the immobilized shares of crude oil; - find that only the effects of this execution are felt in the Congo through CMS Nomeco; find that there is no instrument of execution whatsoever that has been carried out in Congolese territory;

Whereas consequently, find that that there is no reason to order the delivery of the shares of crude oil requested by the Republic of the Congo; and - order the Republic of the Congo to pay the costs;

**BASED UPON WHICH, WE, THE JUDGE FOR URGENT MATTERS**

Whereas the examination of the exhibits in the file shows that the U.S. court decisions that ordered the attachment of Congolese crude oil conflict with the Congolese laws in effect;

Whereas the Republic of the Congo is indeed a sovereign State and therefore a Government Corporation and Enterprise;

Whereas there is reason to apply to it the provisions of Article 30 of the OHADA Uniform Act Organizing Simplified Recovery Procedures and Measures of Execution which provides that "Compulsory distress and preventive measures shall not apply to persons enjoying immunity from execution. However, any unquestionable debts due for payment belonging to public corporations or enterprises, regardless of their form and mission, may equally be compensated with unquestionable debts due for payment belonging to any person owing them, subject to reciprocity;"

Whereas furthermore, the decisions of the U.S. courts, including for the attachment of the Congolese crude oil, have not yet been authorized for execution;

Whereas in fact Article 299 of the Code of Civil, Commercial, Administrative and Financial Procedure (CPCCAF) provides that "Unless there are diplomatic conventions that stipulate otherwise, judgments handed down by foreign courts and official instruments by foreign public or ministerial officers may not be executed in the Congo until they have been declared enforceable by a Congolese jurisdiction that has *ratione materiae* jurisdiction to take cognizance thereof;"

Whereas ultimately, there is therefore no reason to use the decisions of the U.S. courts as arguments against the Congolese State;

Whereas, moreover, Article 50 of the OHADA Uniform Act Organizing Simplified Recovery Procedures and Measures of Execution (UAOSRPME) provides that "property declared not subject to attachment by the national law of each Contracting State may not be attached, even if it is held by third parties;

Yet, whereas the oil royalties are declared not subject to attachment by Congolese law;

Whereas ultimately, it should be found that the attachment of the Congolese crude oil ordered by the U.S. courts is in conflict with public order and interferes with the sovereignty of the Congolese State;

Whereas with regard to the foregoing, there is reason to find that the Congolese Republic's motion is in order and admissible;

Whereas, in substance, it is grounded; whereas there is reason to accept it;

Whereas it is therefore essential to find that the Congolese Courts have not received any decision handed down by a U.S. jurisdiction on the attachment of the oil royalty owed to the Republic of the Congo under the convention of May 25, 1979;

Whereas there is reason to unconditionally dismiss all the arguments made by Nomeco;

Whereas Nomeco Congo Inc. has lost the proceedings;

Whereas there is reason to require that it pay the costs in accordance with Article 57 of the CCCAAPP;

NOW THEREFORE

Ruling in public based on the arguments of both parties on an urgent basis in a civil matter in the first instance;

On the merits, we refer the parties to enter an appeal as they shall advise;

But at this time, given the urgency and by way of advance;

We find that the Congolese Courts have not received any decision handed down by a U.S. jurisdiction on the attachment of the oil royalty owed to the Republic of the Congo under the convention of May 25, 1979;

We find that the U.S. court decisions or decisions of other foreign jurisdictions may not be executed in Congolese territory without first having been the subject of the procedure of the authority to execute with the Congolese Courts and Tribunals. We find that the Congolese oil royalties cannot be attached according to Congolese law;

We find that the U.S. court decisions that ordered the attachment of the Congolese crude oil are in conflict with the public order and interfere with the Republic of the Congo's national sovereignty;

Consequently;

We order CMS Nomeco, Nuevo Congo Company and Nuevo Congo Limited to deliver the shares of crude oil that are owed to any operator designated by the Republic of the Congo in accordance with the provisions of the agreement of May 25, 1979 and the laws in effect;

We require that this order be executed, and with the assistance of the law enforcement authorities in the event there is resistance;

We order the provisional execution of this order notwithstanding any appeals;

We order CMS Nomeco Congo Inc. to pay the costs.

And we have signed our Order with the Clerk,

The illegible signatures of the Presiding Judge and the Registrar follow.

The recording follows.

Recorded in Pointe-Noire on July 4, 2005

Certified true execution copy, checked against the original, 5 pages

Pointe-Noire, July 5, 2005

Head Registrar

In consequence thereof: the Republic of the Congo orders its registrars, based upon this application, to execute said judgment with the Attorneys General and Prosecuting Attorneys of the Appeals Courts and Courts of First Instance and to assist all commanders and law enforcement agencies and to assist them when they are required by law to do so.

In witness whereof, this execution copy has been signed and sealed by the Head Registrar of the Pointe-Noire Court of First Instance and delivered by him in the form of an execution copy.

[signed]

By the Court  
Document Checked against the Original  
The Head Registrar

R. Koud-Okouo, Attorney  
Head Registrar

## **EXHIBIT E**

Kern Corporation  
210 Park Avenue, Suite 1517  
New York, NY 10169  
Tel. (212) 953 2070 Fax (212) 953 2073  
kern.ny@kerntranslations.com



**Global Language Services**  
Translations - Interpreting  
DTP - Localization

KERN Corporation  
The Helmsley Building  
230 Park Avenue, Suite 1517  
New York, NY 10169

Tel. (212) 953 2070  
Fax (212) 953 2073  
kern.ny@kerntranslations.com

State of: New York

SS.: [www.e-kern.com](http://www.e-kern.com)

County of: New York

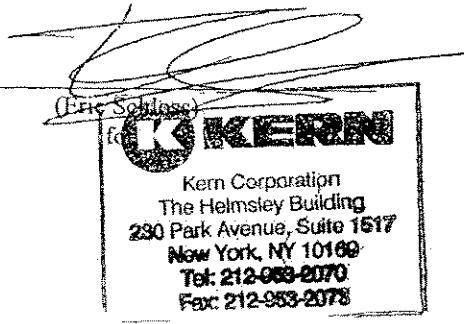
### CERTIFICATE OF ACCURACY

*IT IS HEREBY CERTIFIED, that KERN Corporation, a corporation organized and existing under the laws of the State of New York, is professionally engaged in the rendering of foreign language translation services; that it has translated the following document(s)*

#### LETTER DATED MARCH 3, 2005 REGARDING AF-CAP, INC. V. REPUBLIC OF CONGO

*from the FRENCH language into the ENGLISH language  
and that the said translation is a true and correct rendering of the said document to the best of our knowledge and belief.*

Signed by:



Subscribed to before me this 7

Day of March, 2005

Notary Public

JOY N. WILTERMUTH  
NOTARY PUBLIC, State of New York  
No. 01WI - 6093589  
Qualified in New York County  
My Commission Expires June 2, 2007

### **EXHIBIT C**

San Francisco: The Russ Building · 235 Montgomery Street, Suite 946 · San Francisco, CA 94104  
Tel. (415) 433 5376 · Fax (415) 433 5377 · kern.sf@kerntranslations.com

London: Tel. 011 44 (20) 7831 5600 · Frankfurt: Tel. 011 49 (69) 75 60 73-0 · Berlin: Tel. 011 49 (30) 24 72 12 50 · Paris: Tel. 011 33 (1) 53 93 85 20  
Zurich: Tel. 011 41 (1) 2 61 11 60 · Hong Kong: Tel. 011 (852) 28 50 44 55 · Amsterdam: Tel. 011 31(20) 6 39 01 19 · Lyon: Tel. 011 33 (4) 783 783 73

MINISTER OF FOREIGN AFFAIRES  
AND FRANCOPHONY

CABINET

REPUBLIC OF CONGO  
Unité - Travail - Progrès

MAEF 0744 CAB.SP.

Brazzaville, 03 March 2005

MINISTER OF STATE

Re: Republic of Congo v. Af-Cap, Inc.

Dear Judge:

I refer to the order issued by this court on 22 February 2005 (the "Turnover Order"), which provides, *inter alia*:

- "The Court hereby takes possession and control of all future royalty obligations owed to the Congo under the Convention [for the production of oil and gas in the Congo dated May 25, 1979] and this Order shall constitute a judgment lien upon the Congo's property interests in, and its rights to receive payment of, its royalty share" from oil companies operating in the Congo under a concession granted by the Congo in the Convention;
- "The Court further orders the Congo to turn over such royalty payments into the registry of the Court and to execute . . . [a] letter of instruction . . . to the parties who pay royalties under the Convention to the Congo revoking prior instructions regarding payment of the royalty . . ."

This suit was initiated over four years ago with a view to persuading United States courts to authorize seizure of the Congo's rights to mining royalties, which it collects within its own territory, in satisfaction of a debt purchased by a creditor without any right to said mining royalties. The Congo has strongly objected to this litigation, which is unfounded. It is premised on the erroneous notion that an American court may transfer the right of a sovereign nation—the Republic of Congo—to dispose of its resources within its own borders. The Republic of Congo has thus far endeavored to cooperate with United States judicial authorities in the hope that United States courts would recognize their obligation to respect the Congo's sovereignty, as is mandated not only under Congolese and international law, but under United States law as well.

In light of the judgments of this Court and the Court of Appeals for the Fifth Circuit, the Congo is constrained to protest in the strongest possible terms the failure to

respect its sovereign rights and the resulting judicial measures that purport to dispossess the Congo of economic rights comprising its national patrimony and principal source of export revenue. It is an established principle of the law of nations that every state exercises full and permanent sovereignty over its natural resources and exclusive authority to control the economic exploitation thereof. The Congo's rights to the mining royalties within its territory are subject to its exclusive jurisdiction and sovereignty, which cannot be subordinated to the judicial measures of another state.

The Turnover Order issued by this Court is a clear violation by the United States of international law which recognizes the right for any sovereign State to exercise authority and control over its natural resources within its national territory. Such actions impact negatively on the relations between the United States and the Congo, undermining the concerted mutual efforts of both nations to encourage private United States entities to invest in the Congo, in particular in the oil sector. This unfortunate development requires the Congo to reassess its relations with the United States, particularly where other sources of trade and investment such as Canada, Europe, India and China continue to respect the sovereignty of the countries with which they maintain an economic relationship.

The Turnover Order is unenforceable in the Congo, and cannot supersede the Congo's sovereign authority to prescribe and enforce its own laws within its own territory. Regrettably, the Congo must hereby advise the Court that, for the reasons stated, the Congo will not implement the Turnover Order.

Please accept, Your Honor, the expression of my most distinguished consideration.

[seal: Minister of Foreign Affairs and  
Francophony  
Cabinet  
Republic of Congo]

[signature]

Rodolphe Adada

**Hon. Sam Sparks**  
**United States District Judge**  
**United States District Court for**  
**The Western District of Texas**  
**Austin, Texas**

U.S.A.

copy: Hon. William H. Taft, IV  
United States Department of State

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET DE LA FRANCOPHONIE

République du Congo  
Unité – Travail - Progrès

CABINET

MAEF 0746/CAB.SP.-

Brazzaville, le 03 MARS 2005

LE MINISTRE D'ETAT,

Objet : République du Congo c. Af-Cap.Inc

Monsieur le Juge,

Je me réfère à l'Ordonnance de votre tribunal rendue le 22 février 2005 (the « Turnover Order », qui décide notamment :

- « The Court hereby takes possession and control of all future royalty obligations owed to the Congo under the Convention [for the production of oil and gas in the Congo dated May 25, 1979] and this Order shall constitute a judgment lien upon the Congo's property interests in, and its rights to receive payment of, its royalty share" from oil companies operating in the Congo under a concession granted by the Congo in the Convention ;
- "The Court further orders the Congo to turn over such royalty payments into the registry of the Court and to execute...[a] letter of instruction ...to the parties who pay royalties under the Convention to the Congo revoking prior instructions regarding payment of the royalty..."

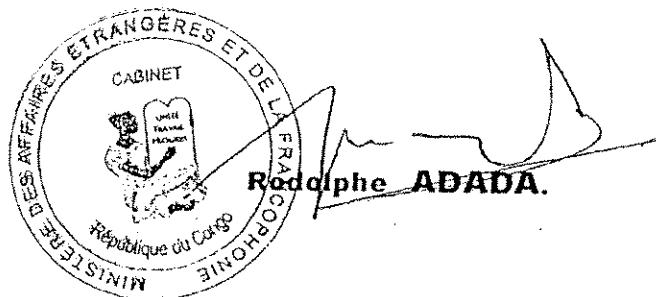
Cette procédure a été initiée par les demandeurs il y a plus de quatre ans dans le but de convaincre les tribunaux américains d'autoriser la saisie des droits du Congo sur la redevance minière qu'elle perçoit sur son propre territoire, en paiement de droits d'un créancier au titre d'une dette du Congo sans rapport avec un droit quelconque sur cette redevance minière. Le Congo a vigoureusement contesté cette action judiciaire, laquelle est sans aucun fondement. Elle repose sur l'hypothèse erronée qu'un tribunal américain pourrait aliéner le droit d'un Etat souverain, la République du Congo, de disposer de ses ressources à l'intérieur de son propre territoire. La République du Congo a jusqu'à présent coopéré avec les autorités judiciaires américaines dans l'espoir que les tribunaux américains admettraient leur obligation de respecter la souveraineté du Congo, comme le leur impose le droit international, le droit congolais ainsi que le droit des Etats-Unis d'Amérique.

Compte tenu des jugements rendus par votre tribunal et par la Court of Appeals for the Fifth Circuit, le Congo se voit contraint de protester vigoureusement contre le non-respect de ses droits souverains et contre les mesures judiciaires qui visent à le déposséder de droits économiques qui font partie de son patrimoine national et qui constituent sa principale source de revenus à l'exportation. Le droit international public établit clairement le principe selon lequel chaque Etat a le droit d'exercer une souveraineté entière et permanente sur ses ressources naturelles, et dispose du droit exclusif d'en contrôler l'utilisation économique. Les droits du Congo sur la redevance minière à l'intérieur de son territoire sont du ressort de sa souveraineté exclusive, laquelle ne peut en aucun cas faire l'objet de mesures judiciaires de la part d'un autre Etat.

Le Turnover Order émis par votre tribunal constitue une violation patente de la part des Etats-Unis du droit international, lequel consacre le droit pour chaque Etat souverain de gérer ses ressources naturelles à l'intérieur de son territoire national. De telles actions affectent négativement les relations entre les Etats-Unis et le Congo et les efforts mutuels de ces deux nations pour encourager les sociétés américaines à investir au Congo, en particulier dans le domaine pétrolier. Ce regrettable développement met le Congo dans l'obligation de réexaminer ses relations économiques avec les Etats-Unis en tenant compte notamment que d'autres pays partenaires commerciaux, au Canada, en Europe, en Inde et en Chine respectent la souveraineté des pays avec lesquels ils entretiennent des relations économiques.

Le Turnover Order est de nul effet au Congo et ne saurait prévaloir sur l'autorité souveraine de notre pays d'appliquer ses propres lois sur son territoire. J'ai donc le regret de vous informer que, pour les raisons indiquées dans la présente lettre, la République du Congo rejette le Turnover Order.

Veuillez agréer, Monsieur le Juge, l'expression de ma considération distinguée.



Hon. Sam Sparks  
United States District Judge  
United States District Court for  
The Western District of Texas  
Austin, Texas

U.S.A.

Copie : Hon. William H. Taft, IV  
United States Department of State

## **EXHIBIT F**

Received 07/12/2005 10:16AM in 01:18 on Line (7) for GL0607 \* Pg 2/3

12/07/2005 16:18 8

12 JUL 2005 17:07

RECEIVED 0000153576332

0000153576332

A:90014720 N° 751

PAGE 02/03  
P. 2 P:2/2

MINISTERE DES HYDROCARBURES

MINISTERE DU COMMERCE,  
DE LA CONSOMMATION  
ET DES APPROVISIONNEMENTS

05x1 0431 /MHC-CAB

REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité - Travail - Progrès

Brazzaville, le 18 MAI 2005

Les Ministres.

^

Reçu le 27 MAI 2005

CMS Nomeco Condo

POINTE-NOIREObjet : Obligation de constitution  
d'une société de droit congolais

Monsieur le Directeur Général,

Suivant les dispositions de l'article 33 du Code des Hydrocarbures, la société étrangère titulaire d'un titre minier peut s'implanter au Congo sous les formes juridiques de société de droit congolais ou de succursale immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier.

Par ailleurs, l'article 120 de l'Acte uniforme relatif aux droits des sociétés commerciales et du regroupement d'intérêt économique requiert de la société étrangère implantée en zone OHADA sous forme de succursale d'apporter, après deux années, ladite succursale à une société de droit de l'Etat d'implantation.

Les dispositions des actes uniformes OHADA prévalent sur celles du Code des Hydrocarbures, et votre société étant représentée au Congo par une succursale depuis plus de deux ans, nous vous demandons par la présente de bien vouloir procéder, dans les meilleurs délais, au remplacement de la succursale actuelle par une société de droit congolais.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Ministre d'Etat,  
Ministre des Hydrocarbures,



LE MINISTRE D'Etat  
Jean-Baptiste TATI-LOUTARD

Le Ministre du Commerce,  
de la Consommation  
et des Approvisionnements,

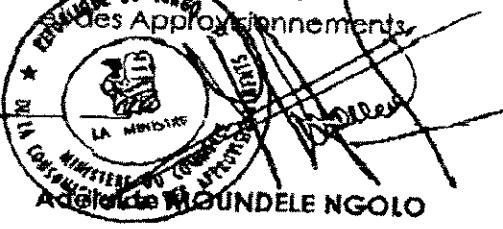


EXHIBIT A

Received 07/12/2005 10:16AM in 01:18 on line [7] for GL0607 \* Pg 3/3  
 12/07/2005 16:18 0

12 JUL 2005 16:30

PAGE 03/03  
Nº 750 P. 2

MINISTRY OF HYDROCRARBONS

MINISTRY OF COMMERCE,  
CONSUMPTION  
AND SUPPLIESREPUBLIC OF CONGO  
Unity-Work-Progress

Brazzaville, the 18 May 2005

Nº 05 x 0431/MHC-CAB

The Ministers,  
to  
CMS Nomeco CongoPointe-NoireSubject: Legal obligation to set up a  
company governed by Congolese law

To the attention of the Managing Director:

Pursuant to the provisions contained in article 33 of the Hydrocarbons Code a foreign company holding mining titles has the obligation to be domiciled in Congo either through a company governed by Congolese law or through a subsidiary of a foreign company registered with the Registry of Companies and Liens.

Furthermore, article 120 of the OHADA Uniform Act on commercial companies and commercial interest groupings requires a foreign company operating in the OHADA zone under the form of a subsidiary for more than two years to transform the said subsidiary into a company governed by the relevant local law.

Consequently, since the provisions of the OHADA Uniform Act prevail over any provision of the Hydrocarbons Code and your company has been present in Congo through a subsidiary for more than two years we hereby request the replacement of your subsidiary by a company governed by Congolese law.

Sincerely yours,

Minister of Hydrocarbons

Minister of Commerce,  
Consumption  
and Supplies

Jean-Baptise TATI-LOUTARD

Abdelaye WOUNDELE NGOLO

## **EXHIBIT G**

**IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT  
FOR THE SOUTHERN DISTRICT OF TEXAS  
HOUSTON DIVISION**

<b>FG HEMISPHERE ASSOCIATES, L.L.C.</b>	§	
Plaintiff,	§	
<b>v.</b>	§	
<b>REPUBLIQUE DU CONGO</b>	§	
Defendant,	§	CIVIL ACTION No. H-02-4261
and	§	
<b>CMS OIL AND GAS COMPANY, et. al.,</b>	§	
Putative Garnishees.	§	

**NOTICE OF CMS NOMEKO CONGO INC., THE NUEVO CONGO COMPANY, AND  
NUEVO CONGO LTD. OF ANTICIPATED SALE AND TRANSFER  
OF WORKING INTERESTS**

TO THE HONORABLE UNITED STATES DISTRICT COURT:

Garnishees CMS Nomeko Congo Inc., The Nuevo Congo Company, and Nuevo Congo Ltd. ("the Working Interest Owner Garnishees"), in accordance with this Court's prior Order dated May 20, 2003, hereby give notice to the Court and to the parties of their intention to sell and transfer their working interests under the Convention dated May 29, 1979 ("the Convention") for the production of oil in The Republic of Congo ("the Congo") and the Marine 1 Permit relating thereto.

1. The Working Interest Owner Garnishees are holders of working interests under the Convention and Marine 1 Permit and are actively involved in the production of oil in Congolese waters pursuant thereto. CMS Nomeko Congo Inc. is the operator under the Convention and related Joint Operating Agreement.

2. As shown by the copy letter attached hereto as Exhibit A, the Congolese government has asserted that article 120 of the OHADA Uniform Act requires that the working interests under the Convention and Marine 1 Permit be held by Congolese companies. The

OHADA Treaty (Organisation for the Harmonisation of Business Law in Africa) is a regional treaty signed by 16 west African countries (including Congo) whose Uniform Acts prevail over individual national legislation. Under article 120 of the Uniform Act, a foreign company cannot continue to operate through a branch in the relevant OHADA country for more than 2 years without a Government waiver: the branch is thereafter required to be attached to a company governed by the laws of one of the countries which are party to the Treaty. Similar letters have been sent to other operators operating in the Congo. If the Working Interest Owner Garnishees fail to comply, there is the risk that the Congo will terminate the Convention, causing the Working Interest Owner Garnishees to lose their investment in the country.

3. Furthermore, beginning in January 2001 and continuing to the present, judgment creditors of the Congo have sought writs of garnishment against the Working Interest Owner Garnishees, seeking to garnish royalty obligations of the Working Interest Owner Garnishees to the Congo under the Convention. Additionally, judgment creditors in this and other litigation have sought to garnish the right of SNPC, the state-owned oil company of the Congo, to take working interest oil as a working interest owner under the Convention and Joint Operating Agreement.

4. On February 22, 2005, in Case No. A-01-CV-321-SS in the Western District of Texas ("the 321 Case"), a case in which the Working Interest Owner Garnishees are not parties, the Court entered a Turnover Order against the Congo (but not the Working Interest Owner Garnishees) which directed the Congo to issue an instruction letter to the Working Interest Owner Garnishees electing to take royalties under the Convention in cash and instructing the Working Interest Owner Garnishees to make royalty payments into the registry of the Court in the Western District. A copy of the Turnover Order entered in the 321 Case is attached hereto as

Exhibit B. A representative of the Congo notified the Court in the 321 Case by letter that the Congo considered the Turnover Order unenforceable under Congolese law and refused to sign the instruction letter. A copy of that letter is attached hereto as Exhibit C. Subsequently, the Court in the 321 Case entered an Order directing the clerk of the Court to sign the instruction letter on behalf of the Congo. A copy of that Order is attached hereto as Exhibit D. On April 8, 2005, the clerk of the Western District issued the instruction letter. A copy of the instruction letter is attached hereto as Exhibit E.

5. In addition to the turnover relief sought in the 321 Case in the Western District, FG Hemisphere also has sought a turnover order in this case, seeking the order not only against the Congo but also against the Working Interest Owner Garnishees.

6. On July 4, 2005, a court in the Congo entered Orders against CMS Nomeco Congo Inc., holding that the U.S. court orders do not relieve CMS Nomeco Congo of its obligation as operator to deliver oil. Specifically, the court in the Congo held that the U.S. court orders are not enforceable under Congolese law. Copies of the Congo court orders, with certified translations thereof, are attached hereto as Exhibits F and G

7. The facts and circumstances described above have caused CMS Nomeco Congo Inc., The Nuevo Congo Company, and Nuevo Congo Ltd. to decide to sell their working interests under the Convention. Specifically, if the status quo is maintained, they risk, through no fault of their own, not only double liability due to the conflicting court decisions in the Congo and U.S., but also the loss of their interests in the Convention and Permit (and thus the whole of their investment in Congo) either through a failure to comply with OHADA law or a failure to comply with the above-referenced Congo court orders. Accordingly, CMS Nomeco Congo Inc., The Nuevo Congo Company, and Nuevo Congo Ltd., in order to protect their legitimate business

interests, intend to convey their working interests. The purchasers will be companies to be formed under Congolese law. The consideration to be paid for the sales will be cash. Upon closing of the conveyances, the working interests under the Convention will be owned by the Congolese purchasers of the working interests, and the rights and obligations under the Convention and Joint Operating Agreement previously held and owed by the Working Interest Owner Garnishees will be held and owed by the Congolese purchasers and not the Working Interest Owner Garnishees.

8. In compliance with the May 20, 2003 Order of this Court, the Working Interest Owner Garnishees give notice to the Court and the parties of their intention to consummate the transactions described in this notice no earlier than thirty days from the date of this notice.

Respectfully submitted,



---

GUY S. LIPE  
State Bar No. 12394600  
VINSON & ELKINS L.L.P.  
2300 First City Tower  
1001 Fannin  
Houston, Texas 77002-6760  
(713) 758-1109  
(713) 615-5607 fax

**Attorneys For CMS Nomeco Congo Inc., The  
Nuevo Congo Company, and Nuevo Congo Ltd.**

**CERTIFICATE OF SERVICE**

I hereby certify that on July 18, 2005, a true and correct copy of the foregoing instrument was delivered to the following in the manner indicated:

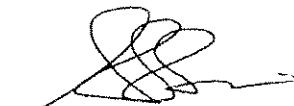
Dillon J. Ferguson (*Via Hand Delivery*)  
Phillip G. Oldham  
Andrews & Kurth L.L.P.  
600 Travis, Suite 4200  
Houston, Texas 77002

Andrew L. Jefferson, Jr. (*Via Hand Delivery*)  
1314 Texas Street, Suite 500  
Houston, Texas 77002-3513

Roland Garcia (*Via Hand Delivery*)  
Greenberg Traurig, LLP  
3200 Travis Street, Third Floor  
Houston, Texas 77006

Danforth Newcomb (*Via Federal Express*)  
Shearman & Sterling  
599 Lexington Avenue  
New York, NY 10022

Boaz S. Morag (*Via Federal Express*)  
Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton  
One Liberty Plaza  
New York, New York 10006



Guy S. Lipe

CERTIFICATE OF SERVICE

I hereby certify that on August 12, 2005, the foregoing Answer to First Amended Verified Complaint was served on the following counsel of record via Lexis / Nexis File and Serve:

Scott D. Cousins, Esq.  
Greenberg Traurig, LLP  
The Brandywine Building  
1000 West Street, Suite 1540  
Wilmington, DE 19801

/s/ M. Duncan Grant

---

M. Duncan Grant (Del. Bar No. 2994)  
PEPPER HAMILTON LLP  
Hercules Plaza, Suite 5100  
1313 North Market Street  
P.O. Box 1709  
Wilmington, DE 19899-1709  
(302) 777-6500